



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

OBJET DU MARCHE

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un marché public travaux pour la construction d'un bâtiment de stockage.

MAITRE DE L'OUVRAGE

MAÎTRE D'OUVRAGE ET DESTINATAIRE DE L'OUVRAGE :

Direction générale des Finances publiques (DGFIP)

Direction des services informatiques (DISI) Sud-Ouest

Établissement des services informatiques de Poitiers (ESI POITIERS)

SERVICE CHARGÉ DE L'OPÉRATION :

ETAT

Direction générale des finances publiques (DGFIP)

Direction des services informatiques (DISI) Sud-Ouest

Établissement des services informatiques de Poitiers (ESI POITIERS)

14 rue Salvador Allende 86000 POITIERS

La DGFIP, la DISI et l'ESI Poitiers et leurs représentants sont indistinctement désignés sous le terme « Maître d'ouvrage » dans le présent document

TITULAIRE DU MARCHE

L'entreprise désignée dans l'acte d'engagement est désignée sous le terme « Titulaire » dans le présent document, ce terme couvrant indistinctement l'ensemble des personnes la représentant. Ces dispositions valent pour l'ensemble des cotraitants en cas de groupement.

SOMMAIRE

.....	1
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1 - Objet du marché.....	5
1.2 - Durée du marché.....	5
1.3 - Marché à tranches - Variantes - PSE.....	5
1.4 - Allotissement.....	5
1.5 - Marché similaire.....	6
1.6 – Groupement d’entreprises.....	6
1.6.1 – Rôle du mandataire.....	6
1.6.2 - Changement de mandataire.....	6
1.6.3 - Redressement et liquidation judiciaire du mandataire.....	7
1.7 - Maîtrise d’œuvre.....	7
1.8 - Contrôle technique.....	7
1.9 - Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.....	8
2.0 - Clause développement durable.....	8
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES, VARIATION DANS LES PRIX/REGLEMENT DES COMPTES.....	10
3.1 - Répartition des paiements.....	10
3.2 - Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages - Travaux modificatifs - Exécution complémentaire.....	10
3.3 - Règlement des acomptes et du solde.....	11
3.3.1 – Modalités du règlement des comptes.....	11
3.3.2 - Règlement des travaux non prévus.....	11
3.4 - Variation dans les prix.....	12
3.4.1 - Forme des prix.....	12
3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché.....	12
3.4.3 - Choix des index de référence.....	12
3.4.4 - Modalités d'actualisation des prix.....	12
3.4.5 - Clause de réexamen.....	12
3.4.6 - Application de la T.V.A.....	13
3.5 - Sous-traitance.....	13
3.6 - Désignation de sous-traitant indirect en cours de marché.....	13
3.7 - Paiement des sous-traitants.....	14
3.8 - Délai de paiement et intérêts moratoires.....	14
3.9 - Paiement du solde.....	15
ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION.....	15
4.1 - Délais d'exécution des travaux.....	15
4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution.....	15
4.1.2 - Calendriers détaillés des travaux, des études et de remise de documents.....	15
4.2 - Prolongation du délai d'exécution.....	16
ARTICLE 5 - PENALITES.....	19
5.1 – Généralités.....	19
5.2 - Pénalités pour retard.....	19
5.2.1 - Retard dans l'exécution des travaux.....	19
5.2.2 - Absence de suivi des observations du coordonnateur SPS.....	20
5.2.3 - Retard dû à un titulaire du lot.....	20
5.2.4 - Retard dans la remise des documents.....	20
5.2.5 - Retard ou absence aux réunions.....	20
5.2.6 – Retard dans la levée de réserve.....	20
5.2.7 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	21
5.3 - Autres pénalités.....	21
5.3.1 – Non-respect des prescriptions environnementales et d'organisation du chantier.....	21
5.3.2 - Situation fiscale et sociale – Lutte contre le travail dissimulé – Code du travail.....	22
5.3.3 - Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi.....	22
5.3.4 - Délais et retenues pour remise des documents, fournis après exécution.....	22
5.3.5 - Réfections pour imperfections techniques.....	22

5.3.6 - Non-respect des dispositions Règlement Général sur la Protection des Données.....	22
ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	23
6.1 - Retenue de garantie.....	23
6.2 - Avance.....	23
6.3 - Avance aux sous-traitants.....	23
ARTICLE 7 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	23
7.1 - Provenance des matériaux et produits.....	23
7.2 - Caractéristiques - qualité - vérifications - essais et épreuves des matériaux et produits.....	23
7.3 - Le maître d'œuvre peut décider après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.....	24
7.4 - Appareils de mesure.....	24
ARTICLE 8 - IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	24
ARTICLE 9 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	24
9.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	24
9.2 - Coordination, pilotage des travaux et réunions de chantier.....	25
9.3 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails – Echantillons.....	25
9.4 - Echantillons.....	25
9.5 - Visa des documents remis par le Titulaire.....	26
9.6 - Organisation - Hygiène et sécurité des chantiers.....	26
9.6.1 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	26
9.6.2 - Sous-traitance.....	26
9.6.3 - Contrôle d'accès.....	26
9.6.4 - Installations de chantier.....	27
9.6.5 - Signalisation du chantier.....	27
9.7 - Dépose, élimination des déchets.....	27
ARTICLE 10 - RECEPTION DES TRAVAUX.....	27
10.1 - Opération préalable à la réception.....	27
10.2 - Réception.....	27
10.3 - Réception partielle.....	28
10.4 - Documents fournis après exécution.....	28
10.5 - Garantie de parfait achèvement.....	28
10.6 - Garantie particulière.....	28
10.7 - Assurances.....	28
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DE CONSEIL ET DE RESULTAT.....	29
ARTICLE 12 - TRAITEMENT DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL.....	30
ARTICLE 13 - RESILIATION ET MESURES COERCITIVES.....	31
13.1 - Résiliation du marché aux torts du Titulaire.....	31
13.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général.....	31
ARTICLE 14 - REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	31
ARTICLE 15 – TRIBUNAL COMPETENT.....	32
ARTICLE 16 -DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	32

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les conditions d'exécution des travaux tous corps d'état, pour la construction d'un bâtiment de stockage à destination de l'ESI Poitiers, 14 rue Salvador Allende 86000 POITIERS.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le/ les cahier(s) des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 - Durée du marché

La durée du marché est de 5 mois à compter de sa notification.

Le délai global de réalisation des travaux est estimé à 5 mois à compter de la notification du marché.

Elle inclut la période de préparation du chantier dont la durée est définie à l'article 4.1.1 du présent CCAP.

1.3 - Marché à tranches - Variantes - PSE

1.3.1 - Tranches optionnelles

Sans objet.

1.3.2 - Variantes à l'initiative du Maître d'ouvrage

Variantes à l'initiative du Maître d'ouvrage

Sans objet

Variantes à l'initiative de l'entreprise

Sans objet.

1.3.3 - Prestation supplémentaires éventuelles

Le marché ne comprend pas de PSE.

1.4 - Allotissement

Les travaux sont répartis en 5 lots qui sont traités en marchés séparés, à savoir :

N° LOT	INTITULE
LOT 1	Terrassement VRD Espaces verts
LOT 2	Gros œuvre
LOT 3	Charpente métallique couverture bardage
LOT 4	Serrurerie menuiseries extérieures
LOT 5	Electricité

1.5 - Marché similaire

Sans objet

1.6 – Groupement d'entreprises

1.6.1 – Rôle du mandataire

En cas de groupement momentané d'entreprises, le mandataire représente les autres membres du groupement auprès du Maître d'Ouvrage pendant l'exécution du marché. L'assurance du mandataire doit couvrir les responsabilités attachées à cette fonction.

Le mandataire est l'interlocuteur privilégié du Maître d'Ouvrage. A ce titre :

- Il accuse réception des ordres de services et, le cas échéant, présente les réserves afférentes à ces derniers ;
- Il reçoit les convocations aux réunions ;
- Il présente les projets de décomptes, accepte les décomptes partiels et le décompte général ;
- Il formule ou transmet les réclamations éventuelles ;
- Il transmet au Maître d'Ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des sous-traitants ;
- Il signe les constats et autres procès-verbaux, notamment ceux relatifs à la réception des travaux.

Il est solidaire vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de la défaillance de l'un de ses cotraitants jusqu'à la fin du marché.

Il est responsable vis-vis du Maître d'Ouvrage du bon fonctionnement du groupement. A ce titre, il assure le pilotage et la coordination des interventions des membres du groupement et veille à la cohérence des documents remis.

1.6.2 - Changement de mandataire

Tout changement de mandataire fait l'objet d'un avenant au marché.

Sauf défaillance de ce dernier, l'entreprise désignée mandataire à la signature du marché assume ce rôle a minima jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de refuser une demande de changement de mandataire pour un motif légitime, par exemple tiré de l'insuffisance des capacités présentées par le nouveau mandataire au regard de l'engagement qu'il prend à son égard, notamment de solidarité.

A compter de la date de substitution, le nouveau mandataire assume vis-à-vis du maître d'ouvrage les responsabilités décrites à l'article précédent. Par exception, les conséquences financières révélées après la substitution de mandataire mais qui résultent d'un manquement contractuel et/ou d'une défaillance d'un membre du groupement survenu avant la date de substitution de mandataire demeurent de la responsabilité de l'entreprise qui était mandataire du groupement à cette date de survenance. Dans cette hypothèse, l'obligation de solidarité demeure assurée par cette dernière entreprise.

1.6.3 - Redressement et liquidation judiciaire du mandataire

En cas de redressement judiciaire, la résiliation du marché est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle ou totale du marché est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le mandataire, à aucune indemnité.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des autres membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois. Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le Maître d'Ouvrage peut :

- Soit résilier la totalité du marché ;
- Soit proposer aux autres membres du groupement de poursuivre leurs prestations dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls, à l'exclusion des prestations initialement attribuées au mandataire. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai **d'un (1) mois**.

Un avenant désigne alors la part des prestations exclues du marché, celles restant à fournir par chacun des membres du groupement ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce groupement. Le Maître d'Ouvrage est tenu de passer un nouveau marché pour la réalisation de la part des prestations non exécutée par le mandataire.

Toutefois, si les membres du groupement ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des prestations, pour un motif légitime, le maître d'ouvrage résilie la totalité du marché.

1.7 - Maîtrise d'œuvre

Un marché de maîtrise d'œuvre a été conclu avec un groupement composé des sociétés SARL OG2L (architecte mandataire) et des bureaux d'études AREST (BET structure) et ACE (BET fluides).

Le groupement et ses représentants sont indistinctement désignés sous le terme « Maître d'œuvre » dans le présent document.

La mission confiée au Maître d'œuvre comporte :

- la mission de base incluant le VISA des études d'exécution réalisées par les entreprises.
- une mission complémentaire de coordination et synthèse des études d'exécutions réalisées par les entreprises
- l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC)
- la coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI)

1.8 - Contrôle technique

Une mission de contrôle technique a été confiée à QUALICONSULT

Le bureau de contrôle technique et ses représentants sont désignés sous le terme « Contrôleur technique » dans le présent document.

La mission du Contrôleur technique, définie par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 portant approbation du cahier des clauses techniques générales relatif aux marchés de contrôle technique, comporte les missions normalisées suivantes :

- mission L, portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- mission STI, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions ;

Ainsi que la vérification initiale des installations électriques avant mise en service prévue par l'article R.4226-14 du code du travail (appelée VIEL dans la suite du document).

1.9 - Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé a été confiée à SOCOTEC

Le coordonnateur SPS désigné est M David FOUCAULT

Le coordonnateur SPS et ses représentants sont indistinctement désignés sous le terme « Coordonnateur SPS » dans le présent document.

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, portant sur la sécurité, la protection, et la santé des travailleurs, et de ses textes d'application dont le code du travail.

La mission confiée au Coordonnateur SPS répond aux obligations fixées aux articles L. 4531-1 et suivants du code du travail.

L'opération à réaliser relève de la catégorie 3 au titre de l'article R.4532-1 du code du travail, relatif à la prévention des risques.

Le Coordonnateur SPS établit notamment le Plan Général de Coordination Sécurité - Protection Santé (P.G.C.S.P.S.) qui sera tenu en permanence sur le chantier.

Le Titulaire établit son Plan Particulier de Sécurité - Protection Santé (P.P.S.P.S.) pour transmission au Coordonnateur SPS et au Maître d'Œuvre.

Le Titulaire est réputé avoir, dans son offre, tenu compte de toutes les sujétions et demandes du Coordonnateur, et, pendant l'exécution du présent marché, faire, en accord avec le Coordonnateur, toutes remarques susceptibles d'améliorer la sécurité et de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage, et ce, pendant toute la durée de son intervention et des travaux, notamment en communiquant au Coordonnateur SPS tous documents, plans, croquis établis par ses soins et de communiquer au Coordonnateur SPS toutes précisions ou renseignements que celui-ci pourrait être amené à lui demander.

Le Titulaire répond favorablement à toutes les sollicitations provenant du Coordonnateur SPS tant en ce qui concerne la production de documents que pour la participation aux réunions organisées par ces derniers. Il ne pourra formuler aucune réclamation au cas où, pendant l'exécution des travaux, des changements de méthode, de matériaux ou de technique seraient rendus nécessaires pour l'amélioration de l'hygiène et de la sécurité du chantier. Il ne pourra pas davantage se prévaloir des directives imposées par le Coordonnateur SPS pour demander une augmentation du prix de son marché.

2.0 - Clause développement durable

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

A cet effet il doit notamment mettre en place une démarche développement durable conforme à la clause annexée à l'acte d'engagement (**Annexe 01 : engagement clause environnementale**)

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait, seul, foi, sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent CCAP dont l'exemplaire détenu par l'administration fait seul foi ;
- les annexes du CCAP dont l'exemplaire détenu par l'administration fait seul foi ;
- le CCTP commun ;
- le CCTP propre à chaque lot ;
- les pièces graphiques établie par le maître d'œuvre ;
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ;
- le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux ;
- Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le rapport initial du bureau de contrôle ;
- l'offre technique du titulaire ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du présent CCAP ;
- les rapports techniques suivants :
 - o rapport d'étude géotechnique G2 PRO réalisé par Géotechnique
 - o rapport de diagnostic amiante et HAP enrobés
 - o rapport de détection et géoréférencement des réseaux

NOTA :

En cas de contradiction :

- entre deux ou plusieurs plans, les plans dressés à la plus grande échelle auront la priorité. Les spécifications non portées aux CCTP mais inscrites sur les plans ont même valeur que celles des CCTP ;
- entre une pièce écrite et son annexe écrite, le document principal fait foi ;
- entre les pièces écrites et plans, il appartient au maître d'œuvre de fixer les prestations à exécuter, conformément au marché (CCTP ou plan) sans que cela ouvre droit à une rémunération complémentaire.

Les conditions générales de vente, conditions générales de service ou autres stipulations apparentées, remises par le titulaire dans son offre sont nulles et non avenues.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES, VARIATION DANS LES PRIX/REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire, à ses cocontractants et à ses sous-traitants, le cas échéant.

3.2 - Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages - Travaux modificatifs - Exécution complémentaire

3.2.1 - Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages

Les ouvrages faisant l'objet du marché sont réglés à prix global et forfaitaire-

Le prix du marché est hors TVA et réputé établi aux conditions économiques du mois de référence porté à l'acte d'engagement.

Ce prix du Marché est réputé comprendre toutes les prescriptions, phases successives, garanties, sujétions, et obligations à prendre en compte pour parvenir à une livraison des ouvrages conforme au marché, à la réglementation, aux règles de l'art. Le Titulaire ne peut, de ce fait, demander aucune augmentation ou indemnité supplémentaire sur le prix du marché.

Le prix du marché comprend ainsi toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution des prestations et travaux décrits dans le CCAP, le CCTP et dans tous les documents constituant le marché.

La DPGF n'est considérée comme document contractuel que pour les prix servant à déterminer :

- le montant des éventuelles modifications demandées dans les conditions prévues au présent contrat ;
- le calcul des acomptes mensuels, ainsi établis en fonction de la décomposition financière figurant à l'Acte d'Engagement et compte tenu de l'avancement réel des prestations ;
- le montant des réfections.

La DPGF ne saurait remettre en cause, en aucune manière, le caractère global et forfaitaire du prix et, par suite, l'obligation du Titulaire d'exécuter les prestations, indépendamment du volume ou de l'étendue des travaux et fournitures devant concourir à la parfaite réalisation de l'ouvrage, tel que défini au présent contrat.

3.2.2 - travaux modificatifs et supplémentaires

Il est précisé qu'au cours de l'exécution des travaux et sur l'initiative du Maître d'œuvre, des fiches de travaux modificatifs ou supplémentaires (FTM) peuvent être émises par celui-ci.

Elles définissent :

- les fondements réglementaires et contractuels de la modification en cours d'exécution ;
- le fait générateur des travaux non prévus ;
- l'identification du demandeur (Maître d'œuvre, Maître d'ouvrage, Contrôleur technique, utilisateurs, ...) ;
- le caractère indispensable des travaux, et urgent ou non urgent ;
- la consistance des travaux non prévus avec la limite des prestations de chaque entreprise ;
- le montant des modifications envisagées ;
- la base de fixation des prix provisoires ;
- toutes informations complémentaires utiles.

Il est précisé que, si le prix des prestations nécessaires sont inscrits à la DPGF, le Maître d'œuvre fixe le prix provisoire sur cette base.

Le Titulaire fournit un devis des travaux modificatifs ou supplémentaires.

Les actualisations de prix ne s'appliquent pas aux travaux déterminés sur la base de prix unitaires nouveaux par rapport à ceux figurant dans la DPGF.

Après visa de cette fiche de travaux modificatifs par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre délivre l'ordre de service d'exécuter les travaux modificatifs ou supplémentaires à l'entrepreneur. L'ordre de service notifie les prix arrêtés par le Maître d'œuvre. Ces prix sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

Dans tous les cas de travaux modificatifs ou supplémentaires, le Titulaire fournit un devis dans un délai qui ne peut être supérieur à cinq jours ouvrables.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Après étude de cette proposition de prestations modificatives par le Maître d'œuvre, celui-ci délivre, après accord du Maître d'ouvrage, un ordre de service d'exécuter ces prestations modificatives ou supplémentaires au Titulaire.

3.2.3 - Exécution complémentaire

En application de l'article 14 du CCAG Travaux, lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, le Titulaire poursuit les travaux dans la limite d'une augmentation de 5 % du montant contractuel des travaux, à défaut de décision de les arrêter notifiée par le Titulaire.

Au-delà de cette limite, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion d'une décision de poursuivre ou d'un avenant par le Maître d'ouvrage.

Sauf en cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, cette décision de poursuivre ne peut bouleverser l'économie du marché ni en changer l'objet.

3.3 - Règlement des acomptes et du solde

3.3.1 – Modalités du règlement des comptes

Le Titulaire devra le transmettre directement les éléments de facturation pour le règlement des acomptes mensuels et du décompte général définitif à l'adresse suivante **obligatoirement** par voie dématérialisée, via le portail "CHORUS-Pro", accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire devra renseigner :

- le Code service exécutant suivant FAC9470075 ;
- le n° d'engagement (n° EJ) ;
- le SIRET du destinataire en fonction du circuit de validation adopté avec le Maître d'ouvrage et du Visa du Maître d'œuvre ;

3.3.2 - Règlement des travaux non prévus

Le règlement des travaux ou fournitures non compris dans le prix, et qui sont définis par des FTM, est opéré de la manière suivante :

1°) **Le prix des ouvrages non prévus** dans le marché, mais de même nature que ceux figurant dans la DPGF visée à l'article 2 du présent CCAP, est calculé en utilisant les prix d'unité de cette décomposition. Le coût de ces ouvrages est actualisé à la date d'exécution des travaux et dans les mêmes conditions que les travaux prévus au marché (art. 3.4 ci-après).

2°) **Prix débattus**

Dans l'hypothèse où les prix des ouvrages supplémentaires non prévus ne pourraient être assimilés à ceux des ouvrages figurant dans la DPGF visée à l'article 2 du présent CCAP, ces prix sont librement débattus entre les parties s'il s'agit de travaux, ou réglés au déboursé réel affecté du coefficient 1,12 s'il s'agit de fournitures.

Ces prix ne sont ni actualisables ni révisables.

3.4 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 - Forme des prix

Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles ci-après. L'actualisation des prix ne s'applique pas aux pénalités, retenues, primes, indemnités.

Le prix est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix du marché et la date de notification du marché.

3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois «mois zéro» (m 0), indiqué à l'acte d'engagement.

3.4.3 - Choix des index de référence

Les index de référence choisis (index nationaux) sont les suivants :

N° LOT	INTITULE	INDEX
LOT 1	Terrassement VRD Espaces verts	BT 02
LOT 2	Gros œuvre	BT 03
LOT 3	Charpente métallique couverture bardage	40% BT 07 + 60% BT 49
LOT 4	Serrurerie menuiseries extérieures	BT 28
LOT 5	Electricité	BT 47

3.4.4 - Modalités d'actualisation des prix

Le coefficient d'actualisation du prix applicable est donné par la formule :

Prix actualisé = prix initial x $i_{(mois\ m\ 0 - 3\ mois)}$ / $i_{(date\ limite\ de\ remise\ des\ offres\ finales)}$

i étant l'index applicable au marché indiqué à l'article 3.4.3.

3.4.5 - Clause de réexamen

Le présent marché pourra faire l'objet d'une ou plusieurs modifications conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 54 du CCAG Travaux, il est ainsi envisageable une modification en cours de marché portant sur la révision de la rémunération induite par des contraintes économiques imprévisibles, extérieures, et bouleversant l'économie du contrat qui étaient non prévisibles au moment du dépôt de l'offre et dûment justifié. Cette évolution ne concerne que les prestations qui demeurent essentielles à l'exécution du marché.

Le Titulaire présente à cet effet au Maître d'ouvrage un mémoire établissant le dépassement en cause accompagné de toutes pièces justificatives ainsi que de ses propositions pour faire évoluer les Prestations et leur coût.

Ces modifications feront l'objet d'un écrit qui prendra obligatoirement la forme d'un avenant et ne pourra être supérieur à 50 % du montant initial du marché.

3.4.6 - Application de la T.V.A

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.5 - Sous-traitance

Le Titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, sous-traiter sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le Maître d'ouvrage dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique. Il ne peut cependant sous-traiter la totalité des travaux qui lui sont confiés.

En cas de sous-traitance partielle, il ne peut faire appel qu'à un organisme disposant de capacités au moins équivalentes à celles qu'il a présenté dans son dossier de candidature au regard des prestations pour lesquelles la sous-traitance est envisagée.

Pendant toute la durée du marché, en cas de recours à la sous-traitance, le recours à la sous-traitance directe doit être privilégié au maximum par le Titulaire.

Le Titulaire est responsable des travaux sous-traités. En cas de groupement, chaque cotraitant est responsable de la gestion de ses sous-traitants quel que soit leur rang de sous-traitance.

En complément de l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux, lors d'une demande d'acceptation de sous-traitant le Titulaire s'engage à porter à connaissance du sous-traitant, les éléments de Coordination en matière de Sécurité, de Protection de la Santé et des Conditions de Travail conformément au Code du Travail.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces citées ci-dessous, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° <...> en date du <...> ayant pour objet <...> Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en euros. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Je m'engage en outre à ce qu'un responsable ayant reçu délégation pour nous représenter et maîtrisant le français lu, écrit et parlé soit présent de manière continue pendant la durée de notre intervention sur le chantier. »

3.6 - Désignation de sous-traitant indirect en cours de marché

Dans l'hypothèse d'une sous-traitance indirecte, le Titulaire transmet au Maître d'ouvrage pour acceptation et agrément, au Maître d'œuvre, au conducteur d'opération et au Coordonnateur SPS :

- une déclaration de sous-traitance de rang supérieur à un, conforme au modèle d'imprimé DC4 et comportant tous les éléments demandés à l'article qui précède ;

- une copie de la caution personnelle et solidaire que le sous-traitant donneur d'ordre a l'obligation de fournir à son sous-traitant pour lui garantir ses conditions de paiement, sauf en cas de délégation de paiement, prévue par l'article 3.6.2.4 du CCAG.

Si, au cours de la vie du marché, l'étendue des prestations confiées au sous-traitant indirect est modifiée, le Titulaire transmet une déclaration modificative de sous-traitance de rang supérieur, accompagnée de la caution personnelle et solidaire complémentaire, et dans les mêmes conditions que pour la déclaration de sous-traitance initiale.

3.7 - Paiement des sous-traitants

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue en application des dispositions réglementaires en vigueur. A droit au paiement direct, tout sous-traitant dont le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Le cas échéant, le paiement du sous-traitant indirect intervient selon les modalités fixées aux articles 3.6.2.4 et suivants du CCAG Travaux : soit directement par le Maître d'ouvrage après signature par le d'une délégation de paiement, soit par l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect (le sous-traitant de premier rang) après réception par le Maître d'ouvrage d'une copie de la caution personnelle et solidaire de celui-ci ;

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le Titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans l'acte spécial de sous-traitance (imprimé DC4).

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

La demande de paiement du sous-traitant direct est constituée de plusieurs éléments :

- la facture de l'entreprise du sous-traitant, qui est exigée par le comptable ;
- l'attestation de paiement direct établie par le Titulaire et valant acceptation du Titulaire de la facture du sous-traitant.

3.8 - Délai de paiement et intérêts moratoires

Pour chaque poste de travaux, les acomptes sont payés dans le délai de 30 jours suivant la réception de la demande de paiement ; les décomptes partiels définitifs consécutifs à la réception par le pouvoir adjudicateur sont payés dans le délai de 30 jours suivant la réception de la demande de paiement correspondante.

Ces délais ne peuvent être suspendus qu'une seule fois et par envoi d'un message au Titulaire, huit jours avant l'expiration du délai d'un courrier ou courriel avec accusé de réception, lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

Le rejet doit indiquer qu'il a pour effet de suspendre le délai de paiement.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts commencent à courir à compter du jour suivant la date prévue du règlement et continuent à courir jusqu'au jour du parfait paiement de la totalité des sommes dues au créancier.

3.9 - Paiement du solde

Les modalités de règlement de la demande de paiement finale et du décompte général se déroulent selon les stipulations des articles 12.3 et suivants du CCAG-Travaux avec les précisions suivantes :

Après achèvement des travaux, le Titulaire présente un projet de décompte final des travaux exécutés décomposant les travaux comme suit :

- 1^{ère} partie : travaux prévus au marché
- 2^{ème} partie : travaux modificatifs (éventuels)

La première partie de ce décompte devra produire intégralement la décomposition du prix détaillée. La deuxième partie comportera les travaux en plus ou en moins-value initialement compris dans le prix, avec référence aux ordres de service correspondants.

Le délai de paiement du solde court à compter de la date de réception par le Maître de l'ouvrage du décompte général et définitif établi dans les conditions fixées par le CCAG travaux.

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION

4.1 - Délais d'exécution des travaux

4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai global de réalisation des travaux indiqué à l'article 1.2 inclut une période de préparation décrite à l'article 9.1, d'un mois à compter de la notification du marché ainsi que les jours de congés et d'intempéries.

Les délais d'exécution propres à chacun des marchés s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution.

Ils démarrent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

Pour chaque marché, le début de l'intervention fait l'objet d'un ordre de service délivré par le maître d'œuvre.

4.1.2 - Calendriers détaillés des travaux, des études et de remise de documents

- a) Les calendriers détaillés des travaux, des études et de remise des documents sont élaborés par le maître d'œuvre ou le pilote après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution figurant au 4.1.1.

Les calendriers détaillés distinguent les différentes prestations dont la construction fait l'objet des travaux. Ils indiquent en outre, pour chacun des marchés :

- la durée et la date probable des départs des délais d'exécution et de démarrage des travaux,
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.
- b) Le délai d'exécution propre à chacun des marchés commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer la mise en place des installations de chantier lui incombant.
- c) Le cas échéant de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres :
 - au marché n° 1 d'une part,
 - au marché considéré d'autre part.
- d) Au cours du chantier et après consultation des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre ou le pilote peut modifier le calendrier détaillé des prestations ou le calendrier détaillé d'exécution ou de remise des documents dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des marchés fixé à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Ces modifications tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 4.2 ci-après.

- e) Le calendrier initial visé en a) éventuellement modifié comme il est indiqué en d), est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

4.2 - Prolongation du délai d'exécution

4.2.1 - Causes légitimes

Par dérogation à l'article 18.2.2 du CCAG-travaux, une prolongation du délai d'exécution ou de la période de préparation ou le report du début d'exécution, peut être justifiée par les retards résultant des événements listés ci-après, considérés comme des causes légitimes de retard, mais dans la seule mesure où leur survenance a une incidence sur le déroulement et la durée des travaux relevant du Titulaire et ne lui est pas imputables, ce dont le Titulaire aura la charge de la preuve :

- Un retard résultant d'un changement du volume des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages sur demande expresse du Maître d'ouvrage, ou en cas d'imprévus non imputables au Titulaire ;
- Un retard résultant d'une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus sur demande expresse du Maître d'ouvrage ;
- Un retard résultant d'un ajournement ou d'une suspension de travaux décidé par le Maître d'ouvrage ;
- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires à la charge du Maître d'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché ;
- Le retard résultant des injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter tout ou partie des prestations de la phase de Réalisation ;
- Le retard résultant des intempéries au sens et dans les conditions des dispositions de l'article 4.4.2 ci-après entraînant un arrêt de travail sur les chantiers ;

- Le retard dans l'exécution du marché imputable à des sujétions imprévues au cours du chantier, ou un cas de force majeure ;
- L'arrêt des travaux en raison d'un ordre de réquisition notifié au Titulaire. Lorsque le Titulaire est amené à intervenir dans le cadre d'un ordre de réquisition, le délai d'exécution du marché est prolongé de la durée d'intervention nécessitée par cette situation d'urgence.
- Seront considérés comme des causes légitimes de prorogation des délais, les retards causés par toutes difficultés d'approvisionnement dûment justifiées sous réserve que l'entrepreneur justifie avoir passé les commandes en temps et en heure au regard du calendrier de marché.

Toute autre cause du retard imputable aux prestataires, fournisseurs ou sous-traitants du Titulaire est imputable à ce dernier.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le Maître d'ouvrage, qui la notifie au Titulaire.

Quand le Titulaire invoque la survenance d'une cause légitime, il doit le notifier au Maître d'ouvrage dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la survenance d'une telle cause légitime, par lettre recommandée avec accusé réception.

La notification fait apparaître notamment :

- l'événement dont la survenance est invoquée,
- l'incidence et les conséquences sur le déroulement des travaux,
- les mesures que le Titulaire entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de l'événement sur ses obligations au titre du marché.

Faute d'avoir notifié la cause légitime dans les formes et délais ainsi définis, le Titulaire ne pourra pas invoquer la survenance de la cause légitime.

En cas de survenance d'un des cas de cause légitime, aucune pénalité de retard ne sera appliquée, sous réserve que le Titulaire ait mis en œuvre les mesures nécessaires limitant les conséquences résultant de l'événement.

Les arrêts de chantier motivés par des conditions de sécurité, d'ordre ou de propreté sur le chantier et à ses abords, jugés insuffisantes par les organismes compétents en la matière ou par le CSPS ou par le Maître d'ouvrage, ne pourront donner lieu à aucune prolongation de délai.

Il en est de même de tous ceux résultant d'une non-conformité réglementaire constatée par le contrôleur technique.

4.2.2 - Intempéries

Pour application de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, sont considérées comme des intempéries les phénomènes suivants, dès lors qu'ils atteignent les intensités et durées indiquées :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE ET DUREE LIMITES
NEIGE	5 cm d'épaisseur à 8h00 ou 2cm/h pendant 3 heures consécutives entre 8H00 et 18H00
GEL	Température de l'air sous abri < -3°C à partir de 8h et toujours < 1°C à 13H00
VENT	Vitesse du vent > 65 km/h en rafales pendant deux heures entre 8h00 et 18h00 ou vitesse moyenne du vent > 50 km/h sur cinq heures entre 8H00 et 18H00
PLUIE	Précipitations > 15 mm sur les dernières 24h à 8h ou > 4 mm/heures pendant deux heures consécutives entre 8H00 et 18H00
CANICULE	Température de l'air >35°C à l'ombre de 10H00 à 15H00

Il est entendu que la constatation des intempéries relatives au lieu d'exécution des travaux sera faite sur la base des relevés Météo de Poitiers : pour la formalisation de cette information, le Titulaire s'adressera à la station Météo de l'aérodrome de Poitiers de référence (Poitiers-Biard).

En cas de constatation de journée intempérie, l'entrepreneur devra :

- signaler par mail au Maître d'ouvrage, le jour même ou au plus tard dans les 72 heures, les heures d'intempéries et les tâches arrêtées ;
- établir un détail mensuel des intempéries justifiées, arrêt par arrêt. Ce détail devra notamment comprendre :
 - la date exacte d'arrêt de chantier pour cause d'intempérie,
 - les causes exactes de cet arrêt,
- joindre au détail mensuel les fiches météo de la FFB ainsi que les déclarations à la Caisse des Intempéries du Bâtiment,

Le délai d'exécution des travaux n'est prolongé que pour autant que les intempéries constatées entraînent un arrêt de travail sur le chantier qui ne puisse être évité par une modification de l'ordonnancement et de la planification des travaux à la charge du Titulaire.

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, les samedis, dimanche, jours fériés et chômés compris dans une période d'intempéries ne sont pas ajoutés dans le calcul de la prolongation du délai d'exécution des travaux.

4.2.3 - Force majeure

Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli, ou avoir accompli avec retard, une obligation au titre du Marché, dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement et exclusivement d'un événement présentant les caractéristiques de la Force Majeure (selon la définition donnée par la jurisprudence administrative).

Lorsque l'une des Parties invoque la survenance d'un événement de Force Majeure, elle doit en justifier et le notifier par tous moyens et dans le plus bref délai à l'autre Partie. Les Parties se rencontrent alors dans les plus brefs délais pour en tirer les conséquences sur l'exécution du présent marché.

Ne sont notamment jamais considérés comme cas de force majeure :

- la grève locale ou sectorielle,
- un sinistre se produisant sur le chantier,
- la défaillance d'une entreprise intervenant sur le chantier.

En cas de survenance d'un événement de Force Majeure, chacune des Parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations.

La Partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement de Force Majeure ne peut l'invoquer que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

ARTICLE 5 - PENALITES

5.1 – Généralités

Par dérogation à l'article 19.1.2 du CCAG-Travaux, en cas de groupement, les pénalités provisoires sont appliquées au mandataire. S'agissant des pénalités définitives, dans le cas où le mandataire d'un groupement n'indique pas leur répartition entre les membres du groupement, celles-ci lui sont appliquées en totalité.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le Titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, quel que soit leur montant.

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire. En conséquence le Maître d'ouvrage peut rechercher la responsabilité contractuelle du Titulaire pour le(s) fait(s) qu'elles sanctionnent et le Titulaire n'est pas exonéré de ses obligations.

Il peut être appliqué plusieurs pénalités de manière cumulative pour un même fait générateur.

Les pénalités journalières sont dues à compter du jour du constat du fait générateur.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

5.2 - Pénalités pour retard

5.2.1 - Retard dans l'exécution des travaux

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, avant toute application de clause de variation des prix, mais après prise en compte d'un éventuel avenant ayant impacté le prix à la hausse, et au titre de l'ensemble des prestations effectivement commandées ou devant l'être de façon ferme.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, la pénalité journalière provisoire est applicable du simple fait de la constatation d'un retard par le Maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt, par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux.

Cette pénalité sera appliquée, à titre provisoire, en cas de retard d'exécution des travaux constaté par référence au calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation de chantier et éventuellement modifié comme il a été indiqué au 4.1.3 ci-dessus. Elle est constituée à partir du premier retard constaté et jusqu'à extinction éventuelle de ce retard, et ainsi de suite en cas de nouveau retard.

Cette pénalité provisoire peut être transformée en pénalité définitive si l'une des deux situations suivantes est constatée :

- le Titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son marché. La pénalité s'applique au seul retard constaté au regard du délai d'exécution du marché considéré ;
- le Titulaire -bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai- a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des travaux relatifs aux autres marchés. La ou les pénalités s'appliquent au retard, au regard du calendrier détaillé de l'article 4, ayant préjudicié la marche du marché conformé au délai de l'opération, au sens de l'article 4.1.1 Erreur : source de la référence non trouvée du présent contrat.

Par dérogation à l'article 19.2.3, le montant des pénalités (provisoires ou définitives) est fixé forfaitairement à 300 euros.

5.2.2 - Absence de suivi des observations du coordonnateur SPS

En cas d'absence de suivi des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé portées sur le registre journal, les comptes rendus et ou les courriers adressés aux intervenants, il est appliqué une pénalité de 300 euros par jour calendaire de retard et par objet.

5.2.3 - Retard dû à un titulaire du lot

En cas de retard dû à un titulaire d'un lot, s'il y a lieu d'indemniser les titulaires des autres lots, l'indemnisation est aux frais et risques du titulaire du lot responsable.

5.2.4 - Retard dans la remise des documents

En cas de retard dans la remise des documents (notamment plans, notice de calcul, procès-verbaux d'essais, documents à fournir au coordonnateur SPS), d'échantillons ou dans l'exécution du bureau de chantier par rapport à la date prévue au calendrier correspondant, il est appliqué une pénalité de 300 euros par jour calendaire de retard et par objet, déductible des décomptes mensuels du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable, et indépendamment des pénalités encourues pour retard de travaux qui pourraient en résulter.

Lorsque le Titulaire est à l'origine du retard apporté à l'élaboration des documents demandés par le maître d'œuvre au titre du projet (non-participation aux réunions, non remise de documents ou de renseignements) et, si les mesures coercitives prévues au présent CCAP et CCAG Travaux ne permettent pas d'y remédier, et notamment pour le dossier des ouvrages exécutés, la réception sera prononcée avec réserve.

5.2.5 - Retard ou absence aux réunions

En cas de retard non justifié à une réunion prévue dans le cadre du marché, une pénalité de 300 euros par heure au-delà de la première demi-heure de retard et par personne convoquée est encourue.

En cas d'absence non justifiée ou tout refus d'assister à une réunion, une pénalité de 300 euros par réunion et par personne convoquée est encourue.

Est considérée comme absence la représentation du Titulaire par des personnes non qualifiées.

La liste des personnes devant représenter le Titulaire est soumise au Maître d'œuvre, pendant la période de préparation pour agrément.

Le montant des pénalisations pour absence ou retard sera déduit du décompte, sans notification préalable, sur simple constat du Maître d'œuvre.

5.2.6 – Retard dans la levée de réserve

En cas de retard non justifié à une réunion prévue dans le cadre du marché, une pénalité de 300 euros par heure au-delà de la première demi-heure de retard et par personne convoquée est encourue.

5.2.7 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas d'absence non justifiée ou tout refus d'assister à une réunion, une pénalité de 300 euros par réunion et par personne convoquée est encourue.

En cas de retard dans le repliement des installations de chantier et dans la remise en état des lieux une pénalité de 500 euros par jour de retard est encourue.

En outre, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire après mise en demeure par ordre de service restée infructueuse, sans préjudice de la pénalité indiquée ci-dessus.

Sont aussi comprises comme installations au titre de cet article, toutes les zones mises à disposition du Titulaire par Maître d'Ouvrage pour la gestion des déblais.

5.3 - Autres pénalités

5.3.1 – Non-respect des prescriptions environnementales et d'organisation du chantier

Fait générateur	Montant et calcul de la pénalité
Non-respect des prescriptions relatives : <ul style="list-style-type: none">• à la sécurité ou à la sûreté du chantier ;• au recyclage ou au tri des déchets;• à hygiène,• à la signalisation générale du chantier• et à la propreté intérieure et extérieure au chantier.	300 euros par infraction constatée et par jour calendaire.

Non-respect des prescriptions environnementales du marché	300 euros par infraction constatée.
Dépôts sauvages ou enfouissement de déchets	300 euros par infraction constatée.
Retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition du contractant par le maître d'ouvrage, et/ou des emprises de chantier	300 euros par jour calendaire.
Retard dans l'évacuation des déchets et des gravats hors chantier	300 euros par jour calendaire.
Stationnement sauvage, non prévu dans la note d'organisation de chantier	300 euros par infraction constatée.
Non-respect des prescriptions relatives à l'accès chantier et/ou non-respect des consignes et/ou de la planification établie par la cellule logistique	300 euros par infraction constatée.

5.3.2 - Situation fiscale et sociale – Lutte contre le travail dissimulé – Code du travail

En cas de retard dans la remise des justificatifs et attestations correspondants, prévus notamment aux articles D.8222.5 et suivants et D.8254 -2 du code du travail, une pénalité de 500 euros par jour calendaire de retard, et par document, est encourue.

En outre, en cas de manquement présumé du Titulaire à ses obligations au regard de la réglementation applicable à la lutte contre le travail dissimulé, non régularisé à l'issue d'un délai de quinze (15) jours) après envoi d'une mise en demeure, le Titulaire encourt une pénalité de 500 euros par jour de retard jusqu'à la régularisation de sa situation, ou à défaut, de l'éventuelle résiliation, sans indemnité et à ses torts exclusifs, du marché à l'initiative de la personne publique.

Il est précisé que le montant de la pénalité prévue à l'alinéa précédent est plafonné au plus faible des montant ci-après soit (i) 10% du montant exécuté du marché (montant total des acomptes) soit (ii) le montant des amendes encourues en application des articles L 82224-1, L8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

En cas de manquement à l'obligation édictée par l'article L 1262-4-1 I. 2eme alinéa du code du travail, une pénalité de 2 000 euros par jour calendaire de retard et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail est encourue.

En cas de manquement à l'obligation de fournir la preuve de déclaration prévue à l'article L 1262-2-1 du code du travail, une pénalité de 2 000 euros par jour calendaire de retard (décompté à compter du début du détachement) et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail est encourue.

En cas de manquement à l'obligation édictée par l'article R.8291-1 du code du travail, une pénalité de 500 euros par jour, par constatation et par personne est encourue.

5.3.3 - Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

A défaut par le Titulaire d'avoir procédé, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, à l'enlèvement des matériels et matériaux sans emploi, ceux-ci seront évacués aux frais et risques du Titulaire à l'expiration du délai fixé par mise en demeure du maître d'œuvre.

Les frais correspondants seront majorés de 100 % à titre de pénalités et sont retenues sur les sommes à régler par le maître d'ouvrage.

5.3.4 - Délais et retenues pour remise des documents, fournis après exécution

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le Titulaire devront être remis au maître d'œuvre dans les délais prescrits. En cas de retard, une retenue égale à 500 euros par jour calendaire de retard, sera opérée sur les sommes dues au Titulaire.

5.3.5 - Réfactions pour imperfections techniques

En attente d'un accord entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles feront l'objet d'une réfaction provisoire de CINQUANTE POUR CENT (50 %) du montant hors TVA des travaux correspondants.

Cette réfaction provisoire sera opérée dès que ces imperfections ou malfaçons seront constatées par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre.

5.3.6 - Non-respect des dispositions Règlement Général sur la Protection des Données

En cas de manquement, par le titulaire et/ou ses sous-traitants, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles le titulaire et/ou ses sous-traitants se verra appliquer une pénalité de 300 euros par jour calendaire jusqu'à la régularisation de sa situation.

ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 - Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

6.2 - Avance

Une avance est accordée au Titulaire lorsque le montant des prestations dont il est chargé est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance correspond à 30% du montant TTC (hors sous-traitance soumise à paiement direct) du marché.

Ce montant ne peut être ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de cette avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % de son montant initial. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant des prestations exécutées.

6.3 - Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dès lors que le montant initial du marché du titulaire est supérieur à 50 000 € HT, que sa durée d'exécution est supérieure à deux mois. Le sous-traitant peut solliciter l'avance alors même que le titulaire, qui remplit les conditions, y a renoncé.

En revanche, l'assiette servant de base au calcul de l'avance pouvant être accordée au sous-traitant est le montant sous-traité mentionné dans l'acte spécial. Le versement de cette avance, dont le montant est égal à un pourcentage du montant des prestations sous-traitées égal à celui applicable au Titulaire, son remboursement s'effectuant par le maître d'ouvrage dans les mêmes conditions que celles applicables au Titulaire, en application de l'article du présent marché. Le Titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct aux sous-traitants.

ARTICLE 7 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

7.1 - Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

7.2 - Caractéristiques - qualité - vérifications - essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux ou du CCTG concernant les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur, ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le Titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre. Le CCTP précise les essais qui sont à la charge du Titulaire.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais, sauf pour les vérifications à effectuer par le contrôleur technique et mises contractuellement à la charge de ce dernier.

7.3 - Le maître d'œuvre peut décider après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché

- s'ils sont effectués par le Titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application du prix indiqué à la D.P.G.F. dans le cadre de l'article 3.4 du présent CCAP ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'ouvrage.

7.4 - Appareils de mesure

Le Titulaire fait son affaire des appareils de mesures, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le Titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

ARTICLE 8 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Le Titulaire établit un plan d'implantation des ouvrages et procède au piquetage général dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-travaux.

ARTICLE 9 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

9.1 -Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation.

Sa durée est de **1 mois par dérogation de l'article 28.1 du CCAG travaux**, à compter de la date fixée à l'article 4.1.1 du présent CCAP.

Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après à la diligence du Titulaire :

- établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28 du CCAG Travaux,
- établissement d'un PPSPS soumis au visa du Coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque entrepreneur, cotraitant, sous-traitant,
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre, des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et à l'article 9.3 ci-après,
- établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du Titulaire.

9.2 - Coordination, pilotage des travaux et réunions de chantier

Les tâches de coordination qui comprennent l'ordonnancement et le pilotage de l'ensemble des travaux sont assurées le Maître d'œuvre.

a) Réunions de chantier

Elles ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixés par le Maître d'œuvre avec le Maître de l'ouvrage.

Toute absence ou retard d'un représentant qualifié du Titulaire à une réunion de chantier à laquelle elle aura été dûment convoquée sera pénalisable.

b) Registre de chantier

Il est tenu un registre de chantier sur lequel sont enregistrés :

- 1) Tous les documents émis ou reçus par le Maître d'œuvre et notamment les procès-verbaux des réunions de chantier, mention explicite étant faite des personnes qualifiées présentes, sur lequel le Maître d'œuvre, inscrit toutes les instructions ou observations ne faisant pas, de sa part, l'objet de notifications écrites par une voie différente.
- 2) Les incidents de chantier.
- 3) Les dates et heures de ses visites inopinées sur le chantier et les observations auxquelles elles donnent lieu.

Le Titulaire est tenu, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur ledit cahier.

Les instructions portées par le Maître d'œuvre sur le cahier de chantier valent ordre pour le Titulaire intéressé. Toutefois, en ce qui concerne la commande des travaux supplémentaires ou modificatifs, ces ordres devront faire l'objet de confirmation par ordre de service.

La bonne conservation du cahier et sa mise à disposition incombent au Titulaire et au Maître d'œuvre.

c) Intervention de la cellule de synthèse

9.3 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails – Echantillons

Les plans d'exécution des ouvrages sont établis par le Titulaire.

Le Maître d'œuvre, en collaboration avec le Titulaire, établit, en fonction du "calendrier d'exécution", la planification de la fourniture de ces différents documents, ou précise lors des réunions (confirmées par voie de comptes rendus), les dates de remise de documents.

9.4 - Echantillons

Conformément à l'article 24-5 du CCAG travaux, le Titulaire est tenu de fournir dans les 20 jours, à dater de la diffusion de la liste d'échantillons établie par le Maître d'œuvre, tous les échantillons d'appareillage.

Ils seront entreposés dans le local fixé par le Maître d'œuvre.

Aucune commande de matériel pour l'ouvrage définitif ne peut être passée avant accord du Maître d'œuvre, consigné par voie de compte rendu, sur les échantillons présentés.

9.5 - Visa des documents remis par le Titulaire

Les documents mentionnés à l'article 9.3 doivent être visés par le Maître d'œuvre préalablement à toute exécution des travaux.

Les mentions qui peuvent être portées sur les documents ont la signification suivante :

REFUSE

Document non conforme, à présenter à nouveau au visa du Maître d'œuvre.

WISE AVEC RESERVES

Document à corriger, conformément aux indications du Maître d'œuvre, et à lui représenter pour visa.

La poursuite de l'étude ou l'exécution des parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de réserves peut être autorisée par le maître d'œuvre.

WISE AVEC OBSERVATIONS

Le document peut être diffusé après corrections conformes aux observations du maître d'œuvre.

La poursuite de l'étude ou l'exécution des ouvrages correspondants est alors autorisée.

WISE SANS OBSERVATION

La poursuite de l'étude ou la réalisation des ouvrages concernés est autorisée.

9.6 - Organisation - Hygiène et sécurité des chantiers

9.6.1 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Outre le respect des principes généraux de prévention définis par la loi du 31 décembre 1993 et ses textes d'application, le Titulaire s'engage :

- à désigner un interlocuteur au Coordonnateur SPS,
- à informer le Coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et, à lui indiquer leur objet,
- à donner suite pendant la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le Coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le Coordonnateur SPS est soumis au Maître d'ouvrage,
- à viser à la demande du Coordonnateur SPS, toutes les observations consignées au registre journal,
- à accompagner le Coordonnateur SPS sur le site lors de la visite préalable à la rédaction des PPSPS,

9.6.2 - Sous-traitance

-

- Pour pouvoir intervenir sur le chantier, le sous-traitant déclaré doit faire parvenir au Coordonnateur SPS un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

9.6.3 - Contrôle d'accès

Les dispositions du CCTP commun à tous les lots sont applicables.

9.6.4 - Installations de chantier

Les dispositions du CCTP commun à tous les lots sont applicables.

9.6.5 - Signalisation du chantier

Les dispositions du CCTP commun à tous les lots sont applicables.

9.7 - Dépose, élimination des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets est effectuée par le Titulaire conformément aux dispositions des articles 36 et 37 du CCAG Travaux. Le Titulaire assure, aux fins de contrôle et de suivi, la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de

démolition, de démontage ainsi que les déchets liés à l'exécution des travaux sont précisées dans le CCTP.

On entend par valorisation toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets ainsi que le précise l'article L.541-1-1 du Code de l'environnement.

En cas de manquement du Titulaire à ses obligations et dans les conditions fixées à l'article 37.2 du CCAG travaux, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

ARTICLE 10 - RECEPTION DES TRAVAUX

10.1 - Opération préalable à la réception

Pour application de l'article 41.1 du CCAG-travaux, le Titulaire avise au minimum Trente (30) jours avant l'échéance, par écrit, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés.

Le Titulaire est alors convoqué aux Opérations Préalables à la Réception des travaux dans un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans l'avis d'achèvement des travaux, si celle-ci est postérieure. A défaut d'une telle convocation, et par dérogation aux dispositions de l'article 41.1 du CCAG-Travaux, les opérations préalables à la réception et la réception seront réalisées judiciairement.

Les opérations préalables à la réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves et/ou essais éventuellement prévus par le contrat ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des travaux prévus au contrat ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leurs garanties ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons ;
- les éventuelles réserves émises par le Contrôleur Technique ;
- les éventuelles réserves émises par le Maître d'œuvre ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux en général après les OPR ;
- les constatations relatives à l'achèvement des Travaux ;
- par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) conforme aux travaux réalisés.

10.2 - Réception

La réception du marché est unique et interviendra à l'issue du délai global d'exécution de l'ensemble des prestations précisé à l'Acte d'Engagement.

La réception sera prononcée par le Maître d'Ouvrage à l'issue de la réalisation de l'ensemble des prestations du marché, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG Travaux.

L'achèvement de chaque lot fait l'objet d'un constat contradictoire.

10.3 - Réception partielle

Sans objet

10.4 - Documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à remettre par le Titulaire au Maître de l'ouvrage dans les délais prévus à l'article 4.1.2. du présent CCAP sont présentés en 2 exemplaires et 1 reproductible, dont un dématérialisé. Ces documents doivent être obligatoirement rédigés en langue française.

10.5 - Garantie de parfait achèvement

Le Maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement à l'expiration du délai de garantie contractuelle, le cas échéant prolongé ; le Titulaire y est convoqué.

En complément de l'article 44.2 du CCAG-Travaux, il est précisé, qu'à l'expiration du délai de garantie, si le Titulaire n'a pas remédié aux imperfections, malfaçons et aux absences d'exécution notées en réserves ou procédé aux reprises énoncées, le délai de garantie en cause peut être prolongé par décision du Maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des prestations, que celles-ci soient assurées par le Titulaire ou qu'elles le soient d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

En cas d'absence du Titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal et ce procès-verbal lui est alors notifié.

10.6 - Garantie particulière

Sans objet

10.7 - Assurances

Conformément à l'article 8 du CCAG Travaux, le Titulaire doit justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est Titulaire :

- d'une police d'assurance qui doit en outre couvrir, les conséquences pécuniaires découlant des articles 1240 et suivants du Code Civil, tant pendant les travaux qu'après réception et ce, aussi longtemps que la responsabilité du Titulaire peut être recherchée ;
- d'une assurance de responsabilité civile garantissant les tiers et le maître d'ouvrage pour tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant au cours qu'après réception des travaux ;
- d'une assurance garantissant les tiers des accidents ou des dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4-1 du code civil au moyen d'une attestation qui devra au moins indiquer de façon non équivoque les activités garanties, le montant de ces garanties, la période de validité de l'attestation, et la procédure de mise à jour des primes,
- les garanties devront également être étendues aux risques de pollution accidentelle ou non, et de toute atteinte à l'environnement.

Sur demande du Maître de l'ouvrage, il devra en outre fournir dans les plus brefs délais, copie du ou des contrats d'assurances afférents.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Maître d'ouvrage pourra résilier le marché correspondant aux frais et risques du Titulaire.

En complément de l'article 8 du CCAG Travaux, il est indiqué que les sous-traitants doivent également justifier d'une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers ⁽¹⁾.

1() Selon les deux premiers tirets de l'article 9.6.1 du présent CCAP

Au moment de la réception, le Titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent produire une nouvelle attestation établissant qu'ils sont bien couverts au même titre.

Pour permettre aux entreprises de respecter l'obligation d'information découlant de l'application des dispositions de leur police d'assurance individuelle de base, le service chargé de l'opération leur transmet le quinzième jour suivant l'ouverture de la période de préparation du chantier, les attestations confirmant la présence sur le chantier d'un Contrôleur technique agréé.

Corrélativement, le Contrôleur technique est autorisé à communiquer aux assurances de l'entreprise tous documents, rapports et études relatifs à la mission qui lui a été confiée par le Maître de l'ouvrage.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DE CONSEIL ET DE RESULTAT

Le Titulaire est tenu à une obligation de conseil par laquelle il avise le Maître d'ouvrage de toute difficulté susceptible d'affecter l'exécution des travaux ainsi que l'utilisation qui sera faite des ouvrages et équipements réalisés.

Le Titulaire reconnaît le caractère complet ou la pertinence des documents que le Maître d'Ouvrage met à sa disposition pour la réalisation des travaux (notamment, sans que cette énumération soit limitative, la situation environnementale, topographique, hydrologique ou l'état du sol et du sous-sol, le repérage des réseaux existants), étant précisé que le Maître d'Ouvrage ne déclare ni ne garantit l'exactitude de ces informations, qui sont uniquement celles dont il dispose et qu'il appartient au Titulaire de vérifier.

Il est bien entendu que le Titulaire ne doit pas uniquement se fier à ces informations.

Le Titulaire est réputé, avant d'avoir signé le présent marché, avoir procédé à ses propres investigations pour identifier toutes les conditions et contraintes qu'il estime importantes pour arrêter le montant du marché, les délais d'exécution et les conditions de réalisation des travaux.

Le Titulaire doit, en outre, s'assurer, avant toute exécution, que les informations et documents nécessaires à la réalisation des ouvrages qui lui ont été transmis par le Maître d'ouvrage ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions décelables par un homme de l'art. S'il relève des erreurs, omissions ou contradictions, il doit formuler des réserves par écrit au Maître d'ouvrage, sous peine de forclusion, dans un délai de vingt-et-un jours au plus tard à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux ou, à défaut, de la date d'effet du marché. A défaut de réserves formulées dans ce délai, le Titulaire exécute les travaux sous son entière responsabilité et en cas de troubles résultant de ces erreurs, omissions ou contradictions, prend à sa charge les travaux nécessaires pour y remédier et ne saurait formuler une quelconque réclamation de ce fait.

Si le Titulaire relève en cours de chantier des anomalies susceptibles d'affecter l'exécution des travaux, il doit, de la même manière, en aviser le Maître d'ouvrage dans les vingt-et-un (21) jours à compter de l'apparition de ces anomalies ou du jour où le Titulaire a eu connaissance de leur existence. A défaut d'avoir formulé les réserves dans ce délai, le Titulaire exécute les travaux sous son entière responsabilité et en cas de troubles résultant de ces anomalies, prend à sa charge les travaux nécessaires pour y remédier et ne saurait formuler une quelconque réclamation de ce fait.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance d'aucun élément d'information dont il n'aurait pas fait la demande, pour obtenir réparation ou dédommagement de tout préjudice causé par ce manque d'information.

Le Titulaire est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur de toute modification des normes ou de toute évolution de la réglementation qui serait de nature à affecter l'exécution des travaux.

Le Titulaire souscrit une obligation de résultat : celle d'exécuter et d'achever les travaux, exempts de tous vices ou désordres, dans le délai convenu, conformément aux pièces contractuelles, aux plans

visés par le Maître d'Œuvre et le Contrôleur technique, aux stipulations du marché, et plus généralement aux règles de construction, aux règles de l'art et à la destination des ouvrages.

Le Titulaire doit donc l'intégralité des travaux compris explicitement ou implicitement dans son marché et nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage.

Il déclare avoir parfaite connaissance et s'engage en conséquence à respecter strictement les dispositions législatives et réglementaires qui sont applicables aux études et aux travaux dans le cadre de l'exécution de son marché. Il fera connaître au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre, dès qu'il en aura connaissance, toutes dispositions prises en matière de construction ou d'équipement qui ne seraient pas aptes à satisfaire à la législation en vigueur, et garantit le Maître d'Ouvrage de toutes infractions qu'il pourrait commettre de son fait ou de celui de ses préposés, personnels ou sous-traitant, de telle sorte que le Maître d'Ouvrage ne soit jamais inquiété.

ARTICLE 12 - TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'exécution du marché public, le Titulaire et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le titulaire du marché.

Le traitement des données répond aux exigences de la réglementation, et garantit en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables.

Il est précisé que le traitement des données :

- A pour seul objectif la bonne exécution du présent marché public et de permettra la gestion du personnel, gestion de la sécurité, gestion de la surveillance des locaux,
- Les données sont conservées durant toute la durée de la mission confiée au maître d'œuvre ;
- le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des données à caractère personnel. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données (violation de données à caractère personnel). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, les parties tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ;
- le Titulaire bénéficie d'un droit à l'information, il peut accéder aux données le concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer son droit à la limitation du traitement de vos données sur simple demande au maître d'ouvrage ;
- Les données à caractère personnel traitées pour le compte de l'ETAT dans le cadre du marché, restent la propriété de cette dernière et sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal) ;
- Les parties s'accordent à supprimer les données au plus tard dans les 6 mois suivant le terme de l'exécution du marché

Le présent CCAP précisent également les pénalités applicables du titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

ARTICLE 13 - RESILIATION ET MESURES COERCITIVES

13.1 - Résiliation du marché aux torts du Titulaire

Outre les dispositions prévues au CCAG relatives à la résiliation du marché, le marché pourra être résilié aux frais et risques du déclarant par décision du Maître d'ouvrage en cas d'inexactitude des renseignements prévus par les dispositions du code de la commande publique.

Ce marché pourra être suivi après résiliation d'un autre marché. Les excédents de dépenses éventuels seront prélevés sur les sommes pouvant être dues au déclarant, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

13.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le marché est résilié pour un motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation fixée à 5 % (cinq pourcents) du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues. Cette indemnité n'est ni actualisable, ni révisable.

ARTICLE 14 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le Titulaire et le Maître d'ouvrage doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le Maître d'ouvrage dispose du délai prescrit par l'article du CCAG sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le Maître d'ouvrage et le Titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux. La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la

notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

ARTICLE 15 – TRIBUNAL COMPETENT

A défaut de conciliation acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

Le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Poitiers :

Hôtel Gilbert

15, rue de Blossac - BP 541

86020 Poitiers Cedex

tél. : 05 49 60 79 19

fax : 05 49 60 68 09

greffe.ta-poitiers@juradm.fr

<https://poitiers.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 16 -DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG Travaux :

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux par l'article 2 du présent CCAP,

Dérogation à l'article 54 du CCAG Travaux par l'article 3.4.5 du présent CCAP,

Dérogation à l'article 18.2.2 du CCAG-travaux par l'article 4.2.1 du présent CCAP,

Dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-travaux par l'article 4.2.2 du présent CCAP,

Dérogation à l'article 19.2, 19.2.1 à 19.2.3 du CCAG par les articles 5.1 et 5.2 du présent CCAP,

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG-travaux par l'article 9.1 du présent CCAP,

Dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux par l'article 10.1 du présent CCAP.